

PARAÎT TOUS LES 15 JOURS
A DISCUTER, A REPRODUIRE,
A FAIRE CIRCULER
Abonnement (2 carnets de timbres
pour un an)

Cinquième zone
11, rue S. ALLENDE
92220 BAGNEUX

TEL : 06 03 63 70 61

Sur Internet :
www.multimania.com/zone5

3 avril 2000
N°89

CINQUIÈME ZONE

Aux lecteurs de Cinquième zone

- 1) Je désire recevoir 1, 2 ou 3 exemplaires de *Cinquième zone* à chaque parution (ci-joint 2 carnets de timbres).
- 2) Je souhaite entrer en contact avec *Cinquième zone*.

Nom :

Prénom :

Téléphone :

Adresse :

CEUX QUI VIVENT SONT CEUX QUI LUTTENT (Victor Hugo)

Immobilisme, refus des réformes, défense des privilèges, on a tout entendu contre la grève de l'Éducation de mars 2000.

Bien sûr que les profs se battaient pour la défense de leurs conditions de travail -et de leur dignité- face à un ministre mal embouché. Bien sûr aussi qu'ils réclamaient des conditions d'enseignement élémentaires : un nombre d'élèves normal par classe, un minimum de matériel, des horaires acceptables, la possibilité de prendre les élèves en groupe, des profs remplaçants si nécessaire.

Mais, au-delà du minimum de survie, c'est le refus de l'énorme parking à jeunes -de la maternelle à l'université !- qui était en cause. Parents, élèves, profs, tous ceux qui d'une façon ou d'une autre sont impliqués dans le système scolaire le ressentent : à l'exception d'une minorité d'établissements dits « d'excellence » réservés de fait aux enfants de privilégiés, l'école est en crise profonde. Elle ne remplit pas son rôle.

Les profs -les bons et les moins bons- font ce qu'ils peuvent pour que ça marche. Et, souvent, ils échouent. Les parents misent tout sur elle. Et ils sont souvent déçus. Les élèves -les bons comme les moins bons- s'y ennuiant beaucoup et y apprennent peu de choses. C'est un énorme fiasco. C'est une gigantesque garderie à trois étages (élémentaire, secondaire, supérieur) où, souvent, se retrouvent des jeunes qui ne savent pas pourquoi ils sont là, que l'on baratine en leur assurant qu'ils viennent en classe pour « s'en sortir » s'ils travaillent bien. Mais que toute une génération ait son bac avec mention « Très bien » ne créera pas un seul emploi de plus ! Tout au plus des chômeurs de qualité !

On ne va pas à l'école pour apprendre un métier. Il suffit de regarder autour de soi : les techniques et les métiers évoluent à une vitesse telle qu'il est absurde d'espérer que les techniques apprises à 18 ans n'évolueront pas jusqu'à la retraite ! Ce n'est pas une technologie qu'il faut apprendre à l'école, c'est à réfléchir, à comprendre, à apprendre, à évoluer et à progresser dans sa vie professionnelle mais aussi personnelle et sociale. La société a besoin d'êtres humains complets, intelligents, courageux et sensibles. De jeunes qui sachent réfléchir, analyser et synthétiser, mais aussi travailler de leurs mains, peindre, sculpter, apprécier la musique et en jouer, danser ou vaincre à mains nues les plus hauts sommets. On ne va pas à l'école pour devenir préparateur de commandes, technicien de surface, agent d'ambiance ou opérateur

Fenwick !

Si les jeunes qui ont fait des langues (même les anciennes !), de la philo et des maths à hautes doses « s'en tirent » généralement mieux que ceux qui n'en ont pas fait ou pas assez, c'est justement parce que la culture qu'ils ont acquise au cours de leurs études leur permet de s'adapter à presque toutes les activités. Ceux qui sortent des grandes écoles n'ont, le plus souvent, appris aucun métier mais ils réussissent aussi bien dans la banque, les Travaux publics, le pétrole, l'administration ou l'urbanisme.

L'école pour apprendre un métier ? Les privilégiés (les vrais, pas ceux qu'on désigne comme tels aux gogos gobant les bobards) savent bien que c'est une entoureloupe servie aux enfants des milieux défavorisés pour leur faire accepter la sous-école qu'on leur réserve.

Mais, comme ils ne sont pas plus bêtes que les autres, ils s'en aperçoivent, et leurs profs avec.

Après plus d'un mois de grève pour certains et une bonne dizaine de manifestations massives, les profs et les élèves ont gagné : l'abominable Allègre a remballé ses discours démagogiques, ses projets dangereux et, en prime, sa propre personne. Même s'il faut rester vigilants, c'est une première victoire, et une réponse à tous ceux qui vivent l'oreille basse en rabâchant qu'il n'y a rien à faire, qu'à subir. La preuve par l'exemple et l'école de la lutte sociale !



Charlie-Hebdo, 29 mars 2000

EMPLOI JEUNES : DE LA MEDIATION A L'ACTION !

Dans cette petite ville de Seine et Marne, le maire sait comment exploiter les emplois jeunes. Au lieu d'embaucher des titulaires qu'il faudrait payer et que la loi protégerait un peu, il a préféré prendre près de 70 emplois-jeunes dans tous les secteurs : parcs et jardins, jeunesse, services sociaux médiations etc. Façon de faire des économies, de parader avec eux en se faisant photographier entouré des médiateurs au garde à vous. Mais pas question que ça lui coûte un sou. Pas d'indemnités ASSEDIC (donc pas droit aux allocations chômage), pas de formation et surtout on ne veut voir qu'une tête. Dès que l'un réclame ou revendique, la réponse tombe : la lourde.

Mais, à son tour, il est tombé sur un os. Un groupe de jeunes médiateurs n'était pas prêt à se laisser faire. Ils se sont informés de leurs droits et ont exigé collectivement une formation et le versement des cotisations. Le maire a cédé, en apparence. Puis il a tout fait pour les pousser à la faute : nommer un chef tête brûlée, genre légionnaire en retraite, pour les provoquer, faire donner ses sous-fifres pour les asticoter, remarques limites ou franchement racistes, leur faire subir maintes brimades dans leur boulot, tâches inutiles ou privation de véhicule. Contrairement à ce qu'on raconte, ces jeunes ont beau être "de banlieue", ils pensent d'abord avec leur tête et pas avec leurs poings ou leur batte de base-ball. Ils ont refusé l'escalade et ont fait le dos rond en restant soudés. Mais à la première occasion, le maire a trouvé un prétexte pour en licencier sept.

Comme quoi, la fameuse civilité qu'il faudrait enseigner aux jeunes, c'est ici le premier magistrat de la ville qui s'en fout : mensonges, provocations, insultes, illégalité, bonjour le civisme !

Les jeunes ont contacté le préfet qui a fait prévenir l'Inspecteur du Travail. Ils ont ensuite été voir un syndicat qui organise leur défense devant le tribunal des prud'hommes (chargé de faire respecter la législation du travail). Et comme c'est long et que quand on est jeune on est pressé, ils se sont pris par la main, ont rédigé une lettre ouverte, l'ont envoyée aux journaux (sans succès pour l'instant) et en ont distribué des centaines dans les boîtes aux lettres de la ville, histoire de se rappeler au bon souvenir de M. le Maire.

C'est en fait une véritable leçon de défense des travailleurs que sont en train de donner ces jeunes !

PS : LA ROSE A LA HACHE ! SANS PAPIERS SOLIDARITE

Trois ans après que Jospin a officiellement et publiquement promis d'abroger les lois Pasqua et de régulariser les sans-papiers, il reste toujours des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants condamnés à la clandestinité pour survivre et à se battre pour obtenir le droit vivre au grand jour.

A Lille, des familles sans papiers avaient trouvé refuge dans les locaux de l'école Sciences-Po où les étudiants les protégeaient et les aidaient. Les CRS sont intervenus la semaine dernière pour les évacuer. A Toulouse et à Dijon, les étudiants manifestent contre l'interpellation de certains de leurs camarades sans papiers, parfois le jour même où ils devaient passer des examens.

A St-Denis, un amphithéâtre de la fac était occupé depuis des semaines par des étudiants sans-papiers de l'université et leurs soutiens. Ils ont été brutalement évacués une première fois le 26 mars et une seconde le lendemain. Une trentaine d'étudiants ont été retenus au commissariat, certains menottés, dans des conditions dégradantes pendant 36 heures. En réalité, faute d'avoir eu le courage de tenir ses engagements déjà limités, Jospin condamne des dizaines de milliers de personnes à un sort dramatique et se condamne lui-même à mener indéfiniment une sale politique de répression chaque fois un peu plus violente. La hache des flics fracassant la porte de l'église St-Bernard symbolisait la brutalité du gouvernement Juppé. Elle sera bientôt l'emblème de Jospin.

Face aux monstres froids que sont les gouvernements et leurs sordides calculs, les sans papiers doivent pouvoir compter sur la solidarité de tous.

Meeting de soutien à Mumia Abu-Jamal, à Léonard Peltier (défenseur des Indiens) et aux prisonniers politiques aux USA

Lundi 10 avril 19h30

Grande salle du CICP

21^{ter} rue Voltaire

75011 Paris

Métro Nation ou Rue des Boulets

Avec Léonard Weinglass (ancien avocat d'Angela Davis et avocat de Mumia) et Julia Wright

Cinquième zone : Que faire ?

Les "banlieues", les quartiers les plus pauvres sont aussi les plus mal équipés, les plus mal desservis par les transports et les services publics. Ils sont ceux où la société capitaliste rejette ceux qu'elle exploite le plus et qu'elle condamne au chômage et à la misère matérielle et morale.

Chômage, précarité, pauvreté, racisme, violence, sont les produits d'une société injuste qu'il faut combattre. Faute de quoi l'injustice et la misère seront le terreau des fanatismes.

Les catégories les plus pauvres de la population, quelle que soit leur origine, les jeunes en particulier, n'ont pas d'autre solution que de reprendre le combat collectif des opprimés contre les oppresseurs. C'est par les armes de l'action

politique et syndicale que les générations passées avaient obtenu des améliorations. C'est en reprenant ces traditions de combat que nous enrayerons la spirale de la pauvreté.

Que faire avec Cinquième zone ?

D'abord le faire lire autour de soi, le reproduire, le distribuer à ceux qu'on estime. S'abonner.

Puis l'informer, donner son opinion en écrivant ou en laissant un message sur le répondeur ou le site Internet.

Le contacter, demander à en recevoir plusieurs exemplaires pour les distribuer.

Demander à participer aux réunions CZ. Et plus encore, si affinités...